

10103201  
NAU/SFE/

**L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE,  
LE**

**Aux ARCS (Var), 50, Chemin de Guéringuier, au siège de l'Office  
Notarial, ci-après nommé,  
Maître Nelly AULINO, Notaire Associée de la Société à Responsabilité  
Limitée « L.D.O. NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial aux ARCS (Var), 50  
Chemin de Guéringuier,**

**A reçu le présent acte contenant AVENANT DE BAIL.**

**ENTRE**

La **COMMUNE DES ARCS**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département du VAR, dont l'adresse est à LES ARCS (83460), place du Général de Gaulle, identifiée au SIREN sous le numéro 218300044.

Figurant ci-après sous la dénomination : le **"BAILLEUR"**, sans que cette appellation nuise à la solidarité existant entre eux au cas de pluralité de bailleurs, y compris les époux.

**D'UNE PART**

La Société dénommée **LE CHATEAU D'ARGENS**, Société civile immobilière au capital de 100 €, dont le siège est à LES ARCS (83460), place du Chateau, identifiée au SIREN sous le numéro 890202930 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DRAGUIGNAN.

Figurant ci-après sous la dénomination : le **"PRENEUR"** sans que cette appellation nuise à la solidarité existant entre eux au cas de pluralité de preneurs, y compris les époux.

**D'AUTRE PART**

## PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- La COMMUNE DES ARCS est représentée à l'acte par Madame Le Maire, Nathalie GONZALES en vertu d'une délibération en date du +++ (Annexe n°1).

- La Société dénommée LE CHATEAU D'ARGENS est représentée à l'acte par (Annexe n°2).

## DÉCLARATIONS SUR LA CAPACITÉ

Préalablement à la conclusion de l'avenant, les parties déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.
- Qu'ils ne sont pas dans un état civil ou commercial faisant obstacle à leur libre capacité, tel qu'il en a été justifié au notaire.

Le **BAILLEUR** seul déclare qu'il a la libre disposition des biens loués.

## DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ ET À LA QUALITÉ DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

### **Concernant la société COMMUNE DES ARCS**

- Extrait K bis.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

### **Concernant la société LE CHATEAU D'ARGENS**

- Extrait K bis.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

**LESQUELS** ont préalablement exposé ce qui suit :

## EXPOSÉ PRÉALABLE

1°) Le **BAILLEUR** a donné, suivant acte reçu par Maître Catherine GIRAUD le 31 mai 2000 et le 5 juin 2000 publié au service de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2 le 15 septembre 2000, volume 2000P, numéro, 9322, à bail emphytéotique, sous diverses charges et conditions, au **PRENEUR**, les biens dont la désignation suit :

## IDENTIFICATION DU BIEN

### DÉSIGNATION

#### **A LES ARCS (VAR) (83460) Lieu-dit La Vieille Ville,**

Un ensemble immobilier composé de :

En entrant sur la place du Chateau :

Dans le deuxième bâtiment (salle de garde), à gauche :

- huit chambres dont deux avec douches et WC,
- six chambres avec salle de bains et WC,
- une chambre de bonne avec deux WC dans le couloir et un rangement.

Sous le bâtiment :

- une piscine avec local technique et chaufferie,
- une terrasse avec accès au restaurant,
- jardins et terrasse solarium.

Partie restauration :  
A droite dans le bâtiment principal :  
- entrée avec réception, hôtel et restaurant, une première salle de restaurant avec réserve,  
- en descendant à droite, double WC et à gauche, une salle,  
- en descendant, deux salles de restaurant avec balcon et réserves diverses.  
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
D	105	LA VIEILLE VILLE	00 ha 01 a 37 ca
D	107	LA VIEILLE VILLE	00 ha 00 a 97 ca
D	108	LA VIEILLE VILLE	00 ha 05 a 82 ca
D	2360	LA VIEILLE VILLE	00 ha 08 a 24 ca
D	2361	LA VIEILLE VILLE	00 ha 03 a 74 ca

Total surface : 00 ha 20 a 14 ca

Tel que le **BIEN** existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachés, sans aucune exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Un extrait de plan cadastral et Géoportail sont annexés. (Annexe n°3)

**Il est également précisé qu'il est formellement exclu de la présente location, la tour Sarrasine, située sur la parcelle D 105, laquelle demeure à la seule disposition de la commune des ARCS et à sa seule charge.**

#### EFFET RELATIF

L'ensemble immobilier appartient à la commune des ARCS depuis plus de TRENTE ANS, comme faisant partie de la dispersion des biens nationaux.

#### DUREE

Ce bail a été conclu pour une durée de 99 années entières et consécutives ayant pris cours le 1er janvier 2000 pour finir le 31 décembre 2098.

#### LOYER

Le bail a été consenti et accepté moyennant un loyer annuel fixé d'un commun accord entre le **BAILLEUR** et le **PRENEUR** à la somme de QUINZE EUROS ET VINGT-QUATRE CENTIMES (15,24 EUR).

Le **PRENEUR** déclare être à jour de ces paiements, ce que le **BAILLEUR** reconnaît.

#### IMPOTS ET TAXES

Le **PRENEUR** s'est engagé à l'acte à payer en plus du loyer, et éventuellement à rembourser au **BAILLEUR** lorsqu'il les aura acquittés en leur lieu et place, tous droits, taxes et cotisations afférentes aux biens loués et que la loi, ou les usages locaux, mettent à la charge de l'exploitant.

Le **PRENEUR** déclare être à jour de ces paiements, ce que le **BAILLEUR** reconnaît.

## **2°) Concordance cadastrale**

Afin d'établir la concordance cadastrale exacte figurant sur les titres antérieurs par rapport à la désignation cadastrale actuelle, il est rappelé ce qui suit :

*Il est ici précisé à toutes fins utiles que les parcelles cadastrées section D numéro 2360 et 2361 proviennent de la division d'une parcelle de plus grande importance originellement cadastrée section D numéro 106 ainsi qu'il a résulté d'un procès-verbal du cadastre n°3316W publié au service de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2 le 5 août 2019, volume 2019P, numéro 7551.*

## **3°) Etablissement d'un état descriptif de division en volumes**

Aux termes d'un acte reçu par Maître Nelly AULINO, notaire soussigné, en date de ce jour, il a été établi un état descriptif de division en volumes, dont une copie authentique est en cours de publication au service chargé de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2, en l'état d'un état descriptif de division volumétrique réalisé par Madame Evelyne LOMBARD, géomètre-expert à LE MUY (83490), 289 boulevard de la libération le 8 août 2019 concernant les parcelles cadastrées section D numéros 105 et 2361 (dont une copie demeure ci-annexée. (Annexe n°4)).

Aux termes de cet état descriptif il a été indiqué ce qui suit littéralement ci-après reporté :

### **« DESIGNATION**

*L'immeuble objet de la présente division en volume est sis sur la commune des ARCS, dans la vieille ville.*

*Il est cadastré section D n°105 et 2361, suite à la division de la parcelle D n°106 par DMPC n°3316W.*

*Le tènement est délimité :*

- *Au Nord : par la parcelle D n°104.*
- *A l'Est : par la place du Château.*
- *Au Sud : par la parcelle D n°2360.*
- *A l'Ouest : par la parcelle D n°1277.*

### **DIVISION EN VOLUMES**

*Le présent immeuble est divisé en 2 volumes.*

- *Le volume 1 est constitué de la réception du restaurant du Château d'Argens, de deux escaliers, de deux salles de restaurations et des toilettes du restaurant.*
- *Le volume 2 est constitué d'une fontaine, d'un escalier menant à la tour Sarrasine et à son belvédère, et il comprend aussi le tréfonds et le surfonds.*

**Désormais, l'assiette du bail emphytéotique se compose donc des parcelles cadastrées section D numéros 107, 108 et 2360 et du LOT VOLUME UN de l'ensemble immobilier cadastré section D numéros 105 et 2361.**

Les plans de l'emprise des biens loués demeurent ci-annexés. (Annexe n°5)

Ainsi, la partie correspondant au volume numéro 2 de l'état descriptif de division volumétrique est exclue de l'assiette du bail afin de permettre la restitution à LA COMMUNE DES ARCS de la terrasse au pied de la tour cadastrée section D n°105. La tour Sarrasine reste exclue de l'assiette du bail comme indiqué ci-dessus.

4°) Il est ici précisé qu'une cession du bail emphytéotique a été réalisé les 4 et 10 février 2021 entre :

1°) Madame Maryse Béatrice GOBERT, sans profession, demeurant à LES ARCS (83460), 82 chemin des Deux Tours Médiévales.

Née à LE MANS (72000), le 20 juin 1954.

Veuve de Monsieur Max Gérard CALLEGARI et non remariée.

2°) Monsieur Samuel Antoine Félix CALLEGARI, ingénieur, demeurant à STRATFORD-UPON-AVON (Comté du WARWICKSHIRE) (Royaume-Uni), 63 St Marys Road.

Né à DRAGUIGNAN (83300), le 19 avril 1980.

Célibataire.

2°) Mademoiselle Marion Yvette Fédora CALLEGARI, architecte d'intérieur, demeurant à NICE (06100), 28 rue Tondutti de l'Escarène.

Née à DRAGUIGNAN (83300), le 17 novembre 1990.

Célibataire.

3°) Mademoiselle Laura Ernestine Erminda CALLEGARI, esthéticienne, demeurant à VIDAUBAN (83550), clos d'Argens, 121 impasse du camping.

Née à DRAGUIGNAN (83300), le 20 juillet 1993.

Célibataire.

Au profit de :

La société dénommée LE CHATEAU D'ARGENS, société civile immobilière au capital de 100,00 euros, dont le siège est à LES ARCS (83460), Place du Château, identifiée au SIREN sous le numéro 890202930 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DRAGUIGNAN.

Suivant acte reçu par Maître Stanislas MAGIS, notaire à TRANS EN PROVENCE les 4 et 10 février 2021, publié au service de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2 le 3 mars 2021, volume 2021P, numéro 5327.

**CECI EXPOSE, il est passé à l'avenant de bail objet des présentes.**

## **AVENANT A BAIL EMPHYTEOTIQUE**

### **I. MODIFICATION DE L'ASSIETTE CADASTRALE DU BAIL**

Les parties conviennent donc ici de procéder à la modification de l'assiette cadastrale du bail emphytéotique établi aux termes d'un acte reçu par Maître Catherine GIRAUD le 31 mai et le 5 juin 2000 publié au service de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2 le 15 septembre 2000, volume 2000P, numéro, 9322, aux termes duquel la COMMUNE DES ARCS avait mis à disposition de Monsieur Max Gérard CALLEGARI un ensemble immobilier sis à LES ARCS (Var), cadastré section D numéros 105, 106, 107 et 108 dont elle est propriétaire.

**Désormais, l'assiette du bail emphytéotique se compose, savoir :**

#### **A) A LES ARCS (VAR) (83460) Lieu-dit La Vieille Ville,**

Section	N°	Lieudit	Surface
D	107	LA VIEILLE VILLE	00 ha 00 a 97 ca
D	108	LA VIEILLE VILLE	00 ha 05 a 82 ca
D	2360	LA VIEILLE VILLE	00 ha 08 a 24 ca

#### **B) A LES ARCS (VAR) (83460) Lieu-dit La Vieille Ville,**

Section	N°	Lieudit	Surface
D	2361	LA VIEILLE VILLE	00 ha 03 a 74 ca

### **LOT VOLUME UN**

Ce volume de forme irrégulière s'étend sur l'intégralité de l'assiette de la division en volumes et contient :

- partie d'un bâtiment à usage de réception du restaurant,
- deux escaliers,
- deux salles de restauration,
- toilettes du restaurant.

Ce volume est décrit ci-dessous par un périmètre et des cotes altimétriques (NGF).

Il est délimité sur les plans ci-annexés (Niveau 109.71 à 116.43/117.79) par des points numérotés et les cotes suivants :

- Périmètre défini par les points numérotés :

Pour la fraction 1a :

X. 36-35-24-25-26-27-30-31-32-33-34-37

Altitude normale : depuis la cote 109.71 environ et jusqu'à la cote 116.43 environ.

Teinte sur les plans : bleue.

Pour la fraction 1b :

X. 20-21-22-23-35-36-37

Altitude normale : depuis la cote 109.71 environ et jusqu'à la cote 117.79 environ.

Teinte sur les plans : bleue.

Ainsi, la partie correspondant au LOT VOLUME 2 de l'état descriptif de division volumétrique (comprenant le belvédère, les escaliers, le tréfonds et le surfonds) est exclue de l'assiette du bail afin de permettre la restitution à LA COMMUNE DES ARCS de la terrasse au pied de la tour cadastrée section D n°105. La tour du donjon, dénommée plus haut, tour Sarrasine reste exclue de l'assiette du bail comme indiqué ci-dessus ainsi que la parcelle cadastrée section D numéro 105 dans sa totalité.

Etat descriptif de division en volumes :

Acte reçu par Maître Nelly AULINO, notaire soussigné, en date de ce jour, dont une copie authentique est en cours de publication au service chargé de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2.

## II. CONSTITUTION DE SERVITUDE

### TERMINOLOGIE

- Le terme "**PROPRIETAIRE DU FONDS DOMINANT**" désigne le ou les propriétaires du fonds dominant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Le terme "**PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT**" désigne le ou les propriétaires du fonds servant. En cas de pluralité, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

### DESIGNATION DES BIENS

#### - I - FONDS DOMINANT – COMMUNE DES ARCS

**A LES ARCS (VAR) (83460) Lieu-dit La Vieille Ville,**

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
D	105	LA VIEILLE VILLE	00 ha 01 a 37 ca
D	2361	LA VIEILLE VILLE	00 ha 03 a 74 ca

Total surface : 00 ha 5 a 11 ca

**Bénéficiaire à l'ensemble du LOT VOLUME 2 et de la parcelle cadastrée section D numéro 105**

**Effet relatif**

- La parcelle cadastrée section D numéro 105 et ledit LOT VOLUME 2 appartiennent à la commune des ARCS depuis plus de TRENTE ANS, comme faisant partie de la dispersion des biens nationaux.
- Acte contenant état descriptif de division en volumes reçu par Maître Nelly AULINO, notaire soussigné, en date de ce jour, dont une copie authentique est en cours de publication au service chargé de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2

**- II - FONDS SERVANT – SCI LE CHATEAU D'ARGENS**

**A LES ARCS (VAR) (83460) Lieu-dit La Vieille Ville,**

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
D	2360	LA VIEILLE VILLE	00 ha 08 a 24 ca

Total surface : 00 ha 08 a 24 ca

**Effet relatif**

- Bail emphytéotique suivant acte reçu par Maître Catherine GIRAUD le 31 mai 2000 et le 5 juin 2000 publié au service de la publicité foncière de DRAGUIGNAN 2 le 15 septembre 2000, volume 2000P, numéro, 9322,
- Avenant aux termes des présentes.

**CONSTITUTION DE SERVITUDE**

**NATURE DE LA SERVITUDE**

**Servitude de passage**

A titre de servitude réelle mais uniquement pendant la durée du bail emphytéotique, le propriétaire du fonds servant constitue au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par celui-ci, un droit de passage en tout temps et heure et avec tout véhicule. Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, aux agents municipaux, aux élus et entreprises mandatées par la commune et le cas échéant au public lors d'événements et manifestations organisées par la commune au niveau du belvédère de la tour ainsi que toutes personnes autorisées par la commune.

Ce droit de passage s'exercera exclusivement depuis le portail situé à l'entrée de l'établissement, au bénéfice des parcelles cadastrées section D numéros 105 et 2361.

L'emprise du passage est figurée au plan annexé approuvé par les parties. (Annexe n°6)

Il ne pourra être ni obstrué ni fermé par un portail d'accès, sauf dans ce dernier cas accord entre les parties. A ce sujet, les parties déclarent qu'il existe actuellement un portail à l'entrée du bien, qui devra être laissé ouvert en journée. Un système de fermeture nocturne pourra être mise en place mais ce système devra permettre un accès permanent aux agents de la collectivité (fourniture des clefs ou du code d'accès par exemple). Par ailleurs, en cas d'événement ou manifestation organisés par la commune, l'accès à la tour médiévale devra être laissé libre pour tout public.

Le propriétaire du fonds servant entretiendra à ses frais exclusifs le passage de manière qu'il soit normalement carrossable en tout temps par un véhicule particulier. Le défaut ou le manque d'entretien le rendra responsable de tous



dommages intervenus sur les véhicules et les personnes et matières transportées, dans la mesure où ces véhicules sont d'un gabarit approprié pour emprunter un tel passage.

### **CHARGES ET CONDITIONS**

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatées aux présentes.

### **ABSENCE D'INDEMNITÉ – OBLIGATION DE FAIRE**

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité.

### **FISCALITÉ - DÉCLARATIONS FISCALES**

#### **EVALUATION**

Pour la perception de la taxe de publicité foncière au taux de l'article 678 du Code général des impôts et celle de la contribution de sécurité immobilière, les présentes sont évaluées à 150,00 euros.

### **AUTRES CHARGES ET CONDITIONS DU BAIL**

**Les parties précisent en outre que les autres charges et conditions contenues dans le bail initial sont maintenues sans aucune modification.**

#### **ENREGISTREMENT**

Le présent acte, complémentaire à un acte qui y était lui-même soumis, sera enregistré à la recette des impôts de DRAGUIGNAN 2.

#### **PUBLICITE FONCIERE**

Le présent acte sera publié au service de la publicité foncière.

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, les parties précisent que les conséquences financières résultant du présent avenant, s'élèvent pour la durée restant à courir du bail, soit 75 années, à la somme de **CENT EUROS (100,00 EUR)**.

#### **POUVOIRS**

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

#### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, chacune des parties élit domicile en son adresse indiquée en tête des présentes.

#### **FRAIS**

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par le BAILLEUR.



## **CONCLUSION DU CONTRAT**

Les parties déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

## **DEVOIR D'INFORMATION RÉCIPROQUE**

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

Les parties reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

## **MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux

personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : [cil@notaires.fr](mailto:cil@notaires.fr).

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

### **CERTIFICATION D'IDENTITÉ**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

### **FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES**

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

### **DONT ACTE sans renvoi**

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.